



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES  
POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI  
TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET  
INSTALLATIONS CLASSÉES

670/jpr/bmo

**Arrêté du 5 février 2024  
portant mise en demeure à la société EUROGLAS  
de respecter les dispositions applicables à ses installations sises à Hombourg**

**Le préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I ;

VU l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2021 portant autorisation à la société EUROGLAS d'étendre ses installations de fabrication de verre plat à HOMBOURG ;

VU l'avis du 22 février 2022 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le rapport du 15/01/2024 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

VU la transmission à l'exploitant du projet d'arrêté portant mise en demeure en date du 15 janvier 2024 ;

VU les observations apportées par l'exploitant en date du 31 janvier 2024 relatives au projet de mise en demeure ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 8 décembre 2023, et lors de l'examen des documents associés, l'inspection des installations classées a constaté que :

- En non-conformité aux dispositions de l'article 2.1.3 de l'arrêté préfectoral du 27/09/2021 susvisé, l'exploitant ne réalise pas les mesures en continu du paramètre « Oxydes d'Azote ». La mesure réalisée n'étant effectuée que pour le paramètre « Monoxyde d'Azote » ;

- L'exploitant ne met pas en œuvre les méthodes de prélèvements, mesures, assurance qualité, mentionnées dans l'avis susvisé ;
- Qu'il ne met pas en œuvre de processus analogue en termes de qualification des appareils de mesures, suivi en exploitation, maintenance préventive, et mesures comparatives sur ses rejets atmosphériques permettant de conclure que les méthodes de mesures mises en œuvre permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les résultats des mesures comparatives réalisés montrent par ailleurs des écarts conséquents entre les mesures réalisées par l'exploitant et les mesures réalisées selon les normes par un organisme agréé telles que prévues dans l'avis du 22 février 2022 précité. Et qu'à l'éclairage de ces éléments, il convient de considérer que les méthodes mises en œuvre par l'exploitant ne sont pas conformes aux dispositions de l'article 71 de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 susvisé ;
- Les campagnes de mesures comparatives réalisées par l'exploitant ne sont pas réalisées et exploitées de manière à pouvoir comparer les résultats de mesures du prestataire accrédité missionné, et des mesures par l'exploitant dans le cadre de son autosurveillance, en non-conformité aux dispositions de l'article 2.3.3 de l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2021 susvisé ;
- Dans ses transmissions mensuelles d'autosurveillance l'exploitant ne reprend pas l'ensemble des éléments issu de son autosurveillance (notamment mesures continu, flux horaires, flux spécifiques, paramètre CO, indisponibilités des installations de traitement), ce en non-conformité avec les dispositions de l'article 71 de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 susvisé ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

Considérant que les observations transmises par l'exploitant ne remettent pas en cause les constats de non-conformité établis et que les demandes de délais ne ni définies, ni étayée ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : La société EUROGLAS, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, et dont le siège social est situé Zone Industrielle à Hombourg (68490), est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

**Article 2** : **Sous 6 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 2.1.3 de l'arrêté ministériel du 27 septembre 2021 susvisé :

*«Les dispositions ci-dessous s'appliquent aux émissions du four de fusion du verre.  
L'exploitant assure une surveillance du rejet n°1 (Émissions du four de fusion du verre après traitement) dans les conditions suivantes : [...]*

*Paramètre : Oxydes d'Azote*

*Fréquence : En continu*

*. ».*

**Article 3 : Sous 6 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 71 de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 susvisé :

*« Extrait de l'article 71 de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 :*

*En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.[...]*

*Extrait de l'article 58 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998*

*[...]*

*II.-Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.*

*[...]*»

**Article 4 : Sous 6 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 2.3.3 de l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2021 susvisé :

*« Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, au moins une fois par an, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci est accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.»*

**Article 5 : Sous 1 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 71 de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 susvisé :

*« Extrait de l'article 71 de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 :*

*En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.[...]*

*Extrait de l'article 58 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998*

*[...]*

*IV. - Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.*

*Dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse hebdomadaire ou plus fréquente, ces éléments sont transmis à l'inspection des installations au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure.*

*Pour les fréquences d'analyse mensuelle à trimestrielle, le délai est porté au dernier jour du premier mois du trimestre calendaire suivant.*

*[...]*»

**Article 6 :** Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 7:-** Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

**Article 8 :-** Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant

A Colmar, le 5 février 2024

le préfet,  
Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général

**SIGNÉ**

Christophe MAROT